

Unité départementale des Bouches-du-Rhône  
16 rue Zattara CS 70248  
13333 Marseille

Marseille, le 10/02/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 23/01/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **STMICROELECTRONICS SAS**

190 avenue Célestin Coq  
Z.I. de Rousset  
13790 Rousset

Références : D-2025-0100  
Code AIOT : 0006400069

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/01/2025 dans l'établissement STMICROELECTRONICS SAS implanté Z.I. Rousset-Peynier 190 avenue Célestin Coq 13102 Rousset. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- STMICROELECTRONICS SAS
- Z.I. Rousset-Peynier 190 avenue Célestin Coq 13102 Rousset
- Code AIOT : 0006400069
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

La société STMicroelectronics exploite à Rousset un site de fabrication de semi-conducteurs, circuits intégrés, et composants dans le domaine de la microélectronique.

## Thèmes de l'inspection :

- Plans d'urgence : conformité du Plan d'Opération d'Interne à l'arrêté ministériel du 26 mai 2014

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Définition des responsabilités	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article V.a et b	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Système d'alerte	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article V.d	Sans objet
3	Information de l'administration	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article V.e	Sans objet
4	Lien avec EDD	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article III.I.4.b	Sans objet
5	Stratégie d'intervention	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article V.c	Sans objet
6	Communication avec les services d'intervention	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article V.f	Sans objet
7	Etat des stocks	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47	Sans objet
8	Disponibilité des moyens	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Sans objet
9	Formation du personnel	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article V.g	Sans objet
10	Exercice POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Sans objet
11	Dispositions relatives aux premiers prélèvements	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article V.i	Sans objet
12	Mesures d'atténuation hors site	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article V.h	Sans objet
13	Remise en état du site	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article V.j	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a mis à jour son POI en 2024 afin de répondre aux exigences de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014. Il a également d'ores et déjà intégré les modalités relatives aux premiers prélèvements et à la décomposition des fumées.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Définition des responsabilités

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article V.a et b
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Liste des personnes responsables
<b>Prescription contrôlée :</b>  a) Nom ou fonction des personnes habilitées à déclencher des procédures d'urgence et de la personne responsable des mesures d'atténuation sur le site et de leur coordination ;  b) Nom ou fonction du responsable des liaisons avec l'autorité responsable du plan particulier d'intervention ;

<p><b>Constats :</b></p> <p>Le POI indique que la fonction DOI « directeur des opérations internes » est assurée par le directeur de site ou le directeur d'exploitation. Cette fonction a pour mission de décider du déclenchement du POI et d'informer la DREAL.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

## N° 2 : Système d'alerte

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article V.d</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Système d'alerte</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>d) Mesures visant à limiter les risques pour les personnes se trouvant sur le site, y compris système d'alerte et conduite à tenir lors du déclenchement de l'alerte ;</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le POI prévoit un schéma d'alerte pour la journée et un pour la nuit. Le site fonctionne H24 mais il y a moins de management en nuit.</p> <p>Dans les 2 cas, le schéma d'alerte prévoit que l'alerte soit donnée par un témoin ou par la remontée d'une alarme automatique (détection incendie, gaz). L'alerte remonte au PC sécurité qui réalise une reconnaissance et une levée de doute tout en avertissant le management sécurité.</p> <p>Si l'évènement est confirmé, le PC sécurité informe le management sécurité et organise la première intervention. Le management sécurité de son côté appelle les membres de la cellule de crise. Comme vu au point précédent, c'est le DOI qui décide en fonction de la situation de déclencher le POI.</p> <p>En salle de crise, une affiche représente l'étoile GPE qui reprend les principes de la fiche GP. Cela permet d'identifier en fonction de l'évolution possible, de la perception hors site et de la gravité de l'évènement s'il peut être géré en interne, s'il est nécessaire de déclencher la cellule de crise ou s'il faut activer le POI.</p> <p>De nuit, le SHOM (chef de quart) et le STM (adjoint du SHOM) remplace la fonction « management sécurité » lors de l'alerte. En cas d'évènement confirmé, le PC sécurité informe donc le SHOM / STM et appelle l'astreinte sécurité qui se rend sur place. De plus, le SHOM active la cellule de crise et assure la fonction DOI le temps que le directeur arrive sur site.</p> <p>Le POI précise qui occupe chaque fonction de la cellule de crise de jour comme de nuit. Chaque fonction est associée à 2 personnes afin d'assurer la continuité notamment pendant les périodes de congés. De plus, chaque fonction dispose d'une astreinte. Les fonctions principales sont assurées par le SHOM, le STM et l'astreinte sécurité le temps que la cellule de crise monte en puissance.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

## N° 3 : Information de l'administration

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article V.e</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Information de l'administration</p>

<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>e) Dispositions prises pour que, en cas d'incident, l'autorité responsable du déclenchement du plan particulier d'intervention soit informée rapidement, type d'informations à fournir immédiatement et mesures concernant la communication d'informations plus détaillées au fur et à mesure qu'elles deviennent disponibles ;</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le management sécurité ou le SHOM, si l'évènement survient la nuit, demande à une personne présente sur le site (astreinte sécurité ou PC sécurité) de prévenir la gendarmerie, le SDIS, les équipiers de seconde intervention. Ces appels se font en parallèle de l'activation de la cellule de crise. Lorsque que celle-ci est activée, une vérification des appels passés est effectuée.</p> <p>En séance, l'exploitant indique que la gendarmerie et le SDIS sont prévenus au plus vite par appel téléphonique.</p> <p>La DREAL est contactée dans un premier temps via la fiche GP puis elle est appelée par téléphone lors que la cellule de crise est au complet. La fiche GP, l'adresse mail et le numéro d'astreinte présentée dans le POI sont à jour.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 4 : Lien avec EDD

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article III.I.4.b</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Lien avec EDD</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Annexe III - I - 4 - b informations minimales devant être contenues dans l'EDD - dispositions communes</p> <p>b) Organisation de l'alerte et de l'intervention ; Description des moyens mobilisables internes ou externes ; description de toute mesure technique et non technique utile pour la réduction des conséquences d'un accident majeur.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'étude de dangers du site date de 2010. Depuis plusieurs porter à connaissance de modification ont été réalisés. Il ressort de l'analyse de risques qu'aucun phénomène dangereux n'a d'effet à l'extérieur du site. En effet, le site stocke très peu de matières dangereuses, elles sont stockées uniquement dans des petits contenants et des réapprovisionnements journaliers sont mis en place. Une réflexion a été menée à chaque modification afin de positionner les équipements à risques de sorte que les effets ne sortent pas du site.</p> <p>Pour autant, l'exploitant a considéré dans son POI (version 2024) l'ensemble des phénomènes dangereux étudiés dans son étude de dangers.</p> <p>La liste des moyens matériels présents sur le site a été présentée en séance. On peut notamment noter la présence de détection incendie et de sprincklage sur l'ensemble des locaux. Ce point a été vérifié par sondage lors de la visite de site. Le site dispose également de poteau incendie. Le site est alimenté par l'eau du canal de Provence via 2 postes d'alimentation. Le site dispose d'une petite quantité d'émulseur (100L) mais il est en cours d'augmentation suite à une discussion avec</p>

le SDIS.
Globalement, l'exploitant indique disposer en propre des moyens humains et techniques permettant de faire uniquement la première intervention. C'est pourquoi le SDIS est très rapidement appelé en cas d'évènement confirmé.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 5 : Stratégie d'intervention

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article V.c
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Mesure de prévention
<b>Prescription contrôlée :</b>  c) Pour chaque situation ou événement prévisible qui pourrait jouer un rôle déterminant dans le déclenchement d'un accident majeur, description des mesures à prendre pour maîtriser cette situation ou cet événement et pour en limiter les conséquences, cette description devant s'étendre à l'équipement de sécurité et aux ressources disponibles ;
<b>Constats :</b>  Le POI présente une fiche réflexe par chaque scénario. Ces fiches sont également disponibles sous forme de fiche A3 recto verso en salle de crise. Pour chaque scénario, le recto présente une synthèse du scénario, des dangers présents, des moyens de prévention en place, des actions prioritaires à effectuer et des personnes à contacter. Puis le verso présente la cartographie des zones d'effets et le synoptique des actions à effectuer.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 6 : Communication avec les services d'intervention

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article V.f
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Service d'urgence
<b>Prescription contrôlée :</b>  f) Dispositions visant, en situation d'urgence, à guider les services d'urgence externes sur le site et à mettre à leur disposition les informations facilitant l'efficacité de leur intervention ;
<b>Constats :</b>  Le POI décrit les missions, les actions prioritaires et immédiates et les moyens à sa disposition pour l'aider (moyen technique et humain pouvant être mobilisés ou les personnes avec qui il doit interagir).  La fonction logistique de la cellule de crise a pour mission d'accueillir et d'accompagner les services de secours. Ceux-ci n'ont pas d'accès direct au site mais il y a en permanence une personne au poste de garde pouvant ouvrir la barrière et une personne en charge de la fonction logistique pour les accueillir.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Etat des matières stockées pour services de secours
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants : 1. Servir aux besoins de la gestion d'un évènement accidentel ; en particulier cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Pour les matières dangereuses, devront figurer a minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées. Pour les produits, matières ou déchets, autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement. Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance. [...]</p> <p>L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre évènement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.</p> <p>Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour a minima de manière quotidienne.</p> <p>Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.</p> <p>L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.</p> <p>2. Répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'essentiel du stockage de matières dangereuses est déporté chez un industriel voisin. Sur site, seules des petites quantités sont présentes et un réapprovisionnement journalier est organisé.</p> <p>Les matières dangereuses liquides sont distribuées de manière automatique depuis un contenant fixe. Celui-ci est alimenté depuis un petit contenant mobile. Dans certains cas, un deuxième contenant mobile est stocké à proximité. La distribution est effectuée via des lignes en double enveloppe. Les acides, les bases, les solvants, les slurries et les produits divers sont stockés dans des salles dédiées. Le système de supervision permet la lecture directe du pourcentage de remplissage des fûts fixes et de l'état du circuit. Lors de la visite de site, le quai chimique (réception), les salles de distribution des liquides inflammables et des acides ont été visités.</p>

Les matières dangereuses gazeuses sont stockées sous forme de bouteille. Le site dispose de quelques produits stockés en quantité plus importante à l'écart des autres équipements. Le site dispose de 2 salles en fonction des types de produits stockés (corrosif, inflammable, non dangereux...). Les bouteilles de gaz dangereux sont stockées dans des gaz cabinet équipées d'un système d'aspiration d'air. L'une est reliée au système de distribution et l'autre est en attente. La distribution se fait à la demande. Les gaz sont traités via des scrubber. Les salles de distribution de gaz ont été vues lors de la visite de site.

Le site dispose également de stockage vrac sous auvent.

Le système de supervision permet de suivre en direct le volume des cuves de stockages des déchets liquide ainsi que le niveau de remplissage, il permet également de suivre le volume ou la pression pour les gaz dangereux.

L'exploitant tient à jour un tableau Excel listant tous les produits du site, leur localisation, leur conditionnement, la quantité totale en L et t, la rubrique ICPE, le classement Seveso, les phrases risques et les pictogrammes associés. Il est possible de faire des tris pour chacune des colonnes. Le tableau recense les quantités maximales des produits en fonction de chaque emplacement (salle de distribution, déchet, en cours de production). Etant donné les petites quantités, l'utilisation de quantité maximale est tolérée. Il est possible d'accéder à des informations plus précises via la supervision.

L'exploitant tient également à jour un onglet simplifié de l'état des stocks afin de présenter les quantités maximales présentes sur le site en fonction des typologies de risques (inflammable, comburant...), par état (solide, liquide, gaz) et pour chaque bâtiment.

Le site ne dispose pas de stockage de palettes et de cartons. Une benne de déchets type carton de 30 m<sup>3</sup> pourra être ajoutée dans l'état des stocks.

Le tableau est accessible depuis un serveur commun sur le site mais aussi depuis le domicile. De plus, une extraction papier est disponible depuis la salle crise POI.

Le POI intègre le tableau Excel avec l'inventaire des produits chimiques. Une vérification est effectuée tous les 6 mois pour s'assurer que le tableau est toujours à jour.

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 8 : Disponibilité des moyens

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5

**Thème(s) :** Risques accidentels, Disponibilité des moyens

### **Prescription contrôlée :**

L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. Dans le cas de prestations externes, les contrats correspondants le prévoyant explicitement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées ;

### **Constats :**



<p>Le site fonctionne H24, ce qui permet d'avoir du personnel présent en permanence. De plus, un système d'astreinte permet d'assurer la présence d'une personne pour chaque fonction de la cellule de crise.</p> <p>L'astreinte sécurité doit pouvoir être sur site en moins d'une heure, les autres fonctions ont 2h.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 9 : Formation du personnel**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article V.g</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, formation</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>g) Au besoin, dispositions prises pour former le personnel aux tâches dont il sera censé s'acquitter et, le cas échéant, coordonner cette action avec les services d'urgence externes ;</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les équipiers d'intervention (environ 10 personnes par équipe) suivent différentes formations dont :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- incendie avec le CNPP : intervention dans un camion sous ARI + recyclage tous les 2 ans</li> <li>- risque chimique gaz : utilisation du scaphandre avec l'IFOPSE sur site + recyclage tous les 2 ans</li> </ul> <p>Il réalise également des exercices au cours de l'année.</p> <p>De plus, l'ensemble du personnel participe à 2 exercices d'évacuation par an et par bâtiment.</p> <p>Le personnel participant à la cellule de crise suit une formation. Lorsqu'une nouvelle personne arrive, elle suit une présentation et formation interne délivrée par l'IFOPSE avec une mise en pratique.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 10 : Exercice POI**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Exercice POI</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...]</p> <p>Pour les établissements seuil bas, l'élaboration d'un plan d'opération interne est obligatoire à compter du 1er janvier 2023 ; le plan d'opération interne est testé à des intervalles n'excédant pas trois ans et mis à jour, si nécessaire. [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Un exercice POI par an est réalisé. Seules 2 personnes sur le site connaissent le scénario (un pour animer en salle et un pour animer sur le terrain). Les pompiers participent à tous les exercices et leurs préparations depuis plusieurs années. Lors de l'exercice, la cellule de crise est jouée ainsi que les actions à mettre en place sur le terrain.</p>

Un exercice de mise en situation POI est réalisé semestriellement pour les SHOM et STM afin de les préparer à endosser le rôle de DOI le temps que les astreintes arrivent sur site.

Le compte rendu de l'exercice de mise en situation de l'équipe B réalisé le 19/11/2024 a été présenté. Il indique :

- le scénario (projection de liquide dangereux avec victime lors d'une intervention de maintenance),
- la liste des personnes participantes
- la chronologie des actions (heure, acteur, message / action)
- une synthèse des points positifs et des points à améliorer.

On peut noter notamment :

- la chaîne d'alerte : une des personnes sur place appelle le PC, qui appelle le technicien sécurité. Le technicien sécurité informe l'astreinte HSE puis appelle le SHOM qui transmet la mission de secours au STM. Ces différentes communications entre lieu entre 15h05 et 15h10.
- les relations avec le SDIS : le binôme équipier de première intervention appelle le centre 15 à 15h25, le médecin du 15 préconise la mise sous oxygène de la victime et envoie 2 VSAV pour le transport des 2 victimes, à 15h27, le technicien sécurité informe le chef sûreté de l'arrivée des 2 véhicules du SDIS, à 15h40 le chef sûreté envoie un agent sûreté pour guider les sapeurs-pompiers jusqu'au PC sécurité. A 15h45, les pompiers sont au contact des 2 victimes avec le binôme équipiers première intervention.

Le compte-rendu de l'exercice POI de décembre 2024 réalisé avec le SDIS13 a été présenté. Le compte rendu présente :

- le scénario (départ de feu au niveau du stockage de solvant en extérieur)
- la liste des personnes participant à la préparation et à l'observation et celle des personnes participant à l'exercice
- la chronologie des événements
- le débriefing avec les points positifs et négatifs relevés par chaque participants / observateurs
- le plan d'action /amélioration (4 actions relevées pour cet exercice avec les niveaux de priorité, le responsable, l'échéance avec notamment revoir le rôle « transmission » et mettre à jour les fiches rôles pour Q1 2025).

On peut notamment noter :

- la chaîne d'alerte : un témoin blessé appelle le PC sécurité à 9h37. Le technicien sécurité envoie un binôme sur place puis appelle l'astreinte sécurité (RI terrain) à 9h38. L'astreinte sécurité (RI terrain) arrive au PC sécurité à 9h39. Il demande d'appeler les pompiers extérieurs (appel passé à 9h46 par le PC sécurité) et de prévenir la sûreté à 9h45. Il déclenche la cellule de crise à 9h47. Le DOI arrive en cellule crise à 9h49 suivi par les fonctions transmission, responsable exploitation facilities et observation à 9h54.
- communication avec l'administration : le DOI demande à la fonction communication de préparer une communication à la DREAL et à la gendarmerie à 10h05. Cette communication est envoyée à 10h16 sans validation du DOI (la fiche GP est mal renseignée).
- relation avec le SDIS : le camion pompier arrive à 9h11 mais le compte rendu ne précise pas qui les a accueillis.
- premiers prélèvements : le DOI décide le déclenchement de la stratégie des premiers prélèvements à 10h15. La fonction communication passe l'appel à 10h20, Bureau Véritas indique à 10h24 pouvoir être sur les lieux dans 30 à 45 minutes, le premier point de prélèvement commence à être mis en place à 10h52 par Bureau Véritas (soit 32 minutes après l'appel).

La chaîne d'alerte et la relation avec le SDIS ont été testées dans les 2 configurations possibles et n'ont pas donné lieu à axes d'amélioration.

La communication avec l'administration fait l'objet d'un axe d'amélioration suite à l'exercice POI.

Ce point pourra faire l'objet d'une visite d'inspection.

L'inspection constate que la chronologie du POI est plus complexe à exploiter. En effet, les prénoms des intervenants sont utilisés ce qui prête à confusion car 2 David ont participé. Certaines lignes sont par contre renseignées avec la fonction (exemple : DOI). Il est également noté à 10h13 « pas vu d'info que les pompiers sont arrivés ». Or, cette information était notée à 10h09 quelques lignes au-dessus. Ces 2 commentaires ont été rédigés par des personnes qui sont en observation. On ne sait pas si c'est leur commentaire en tant qu'observateur ou celui des personnes qu'elles observent.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant pourra réfléchir à une présentation plus claire de la « timeline ». De plus, certains axes d'amélioration identifiés dans le débriefing ne sont pas retenus dans le plan d'action. L'exploitant pourra ajouter une explication sur ce point (par exemple : Observation PC sécurité indique une suractivité du PC mais rien n'est pas proposé par rapport à ce point).

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 11 : Dispositions relatives aux premiers prélèvements**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article V.i

**Thème(s) :** Risques accidentels, Premiers prélèvements

**Prescription contrôlée :**

i) Dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, dont les méthodes de prélèvement appropriées, et les analyses comme indiqué à l'article 5 du présent arrêté, et portant sur les substances toxiques, les types de produits de décomposition mentionnés au I de l'annexe III et, le cas échéant, pour les installations relevant du L. 515-36 du code de l'environnement, les substances générant des inconvénients forts sur de grandes distances. Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieures au 1er janvier 2023.

Rappel article 5 :

[...]

Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :

- les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise :
- les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ;
- les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ;
- les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher.

**Constats :**

Le site a passé un contrat avec le bureau Véritas pour une intervention en 4h. 12 points de mesures ont été pré identifiés en lien avec le bureau Véritas en tenant compte de la rose des vents. Certains points de mesure sont prévus pour des mesures en continu visible depuis internet, d'autres constituent des prélèvements qui seront analysés dans un deuxième temps. L'ensemble des matrices (eau, air, liquide) est pris en compte.

Le POI présente le logigramme de déclenchement de l'alerte avec le numéro d'astreinte et la référence du contrat avec le bureau Véritas. Une fiche d'information avec les renseignements à donner (nom du produit et volume issu de l'état des stocks) lors de l'appel est également présente.

Lors du dernier exercice POI, l'appel de l'astreinte a été testé ainsi que la mise en place d'un point de prélèvement à la limite du site.

L'exploitant indique souhaiter tester dans les prochains mois la mise en place d'un prélèvement dans une zone publique.

L'exploitant a tenu compte des produits de décomposition calculés sur la base de l'incendie des liquides inflammables mais aussi de la salle blanche et du quai chimie. Les produits toxiques présents sur le site sont également retenus.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 12 : Mesures d'atténuation hors site

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article V.h

**Thème(s) :** Risques accidentels, Mesures hors site

**Prescription contrôlée :**

h) Dispositions visant à soutenir les mesures d'atténuation prises hors site ;

**Constats :**

L'exploitant n'ayant pas d'effets hors site identifiés dans l'EDD, rien n'est prévu pour cet aspect.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 13 : Remise en état du site

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article V.j

**Thème(s) :** Risques accidentels, Remise en état

**Prescription contrôlée :**

j) Moyens et méthodes prévus, en ce qui concerne l'exploitant, pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur comme indiqué à l'article 5 du présent arrêté.

Rappel article 5 :

- les moyens et méthodes prévus, en ce qui concerne l'exploitant, pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur.

**Constats :**

Le chapitre 4 du POI présente le listing des entreprises en capacité de nettoyer le site par exemple ORTEC ou des sociétés spécialisées dans le nettoyage de salle blanche. Le site dispose également d'un management du plan de continuité d'activité (iso 22301).

**Type de suites proposées :** Sans suite